

**Questions ouvertes de *Dreigliederung* sociale**  
**Compte rendu au sujet du colloque du 11 octobre 2014**  
***André Bleicher***

Le dialogue est caractérisé, dans le conte de Goethe, comme « plus revigorant que la lumière » et se surpassa plus encore par sa qualité (d'auto)-sacrifice du Serpent vert. Il se peut que pour le partisan de la *Dreigliederung* éduqué à l'anthroposophie, cela apparaisse insipide de commencer ce rapport par une référence au conte de Goethe [mais pas du tout ! Bien au contraire, *ndt*]. Cette référence caractérise nonobstant l'exigence de commencer avec l'intention d'avoir à mener un dialogue sur les questions ouvertes de la *Dreigliederung*. Qu'un dialogue réussi n'aille en aucun cas de soi, c'est ce que révèlent d'innombrables déclarations qui portent par exemple les teneurs suivantes : « Tu ne me comprends pas » (Harad Schmidbauer) ou bien « Je n'ai pas dit cela » (Deborah Tannen). Parmi les sociologues, ce n'est pas en vain que circule le *dictum* d'une « invraisemblance de la communication ».

Ce qu'on eut l'audace d'entreprendre ici porte donc bien les caractéristiques d'une aventure — la réponse à la question de savoir en quoi cela consiste est abandonnée au jugement du participant individuel. Le compte-rendu tente donc de raconter cette aventure.

**Construction et déroulement du colloque**

Le colloque, un « atelier-dialogue », fut articulé en quatre temps, d'une durée 90 min chacun, avec un résumé conclusif. Le premier temps devait traiter de l'actualité sociale de la *Dreigliederung*, le second, était consacré au comportement des trois composantes de l'organisme social. Le troisième temps des débats englobait le champ de tension des images sociales archétypes et leur concrète résolution, tandis que dans le quatrième temps, des questions de transposition devaient être thématiques. Les débats furent introduits à chaque fois par un bref *constat factuel* [*statement*, en anglais dans le texte, mais refusé par moi dans la traduction ! *ndt*] — ce constat factuel étant censé former l'espace dialogique et non focaliser la discussion elle-même. Totalement dans cet esprit, on en avait très brièvement exposés quelques-uns dans l'invitation. La modération se limitait à des indications et accents méthodologiques, en renonçant nonobstant le plus largement possible à intervenir sur les contenus du déroulement dialogique.

Plus de trente participants s'étaient réunis à ce *Forum3*. Y étaient représentés des acteurs de provenance variée : outre l'organisateur, l'Institut pour les questions sociales actuelles, il y avait le centre culturel d'Achberg, l'Institut pour la *Dreigliederung* de Berlin, le Séminaire Bad Boll pour un ordre de liberté, la Fédération Action de Démocratie directe et l'Institut Lorenz Oken Herrischied.

Par bonheur il n'y apparaissaient pas seulement des représentants des « écoles de la *Dreigliederung* », mais au contraire aussi des acteurs qui ne sont pas (directement) à classer dans cette initiative, ce qui anima foncièrement le débat. Il était un peu impressionnant de constater, que l'âge moyen du participant était situé nettement au-dessus de 50 ans, ce qui souleva la question — de savoir, quand bien même quelques plus jeunes s'intéressent à la *Dreigliederung* et trouvent un accès au *Forum3*, quel destin peut être départi au mouvement de la *Dreigliederung*.

**Remarques méthodologiques**

Une discussion de groupe avec plus de 30 participants — considérée sous l'angle méthodologique — représente une tentative hardie. Dans les sciences sociales, on considère, en ce qui concerne le nombre idéal de participants à un débat, comme étant situé entre 6 et 14 personnes<sup>1</sup>. Pour de trop petits groupes, il s'avère — sur la base d'un modèle de rôle spécifique rapidement formé — très rapidement qu'ils se retrouvent trop solidement et rapidement structurés, pour permettre une discussion productive. Pour de trop grands groupes, par contre, le danger permanent existe de se perdre dans des aspects particuliers et cela déclenche souvent chez les participants un sentiment

---

<sup>1</sup> Voir Lamnek, Siegfried (2006) : Recherche social qualitative. Weinheim, p.435.

d'insolite vis-à-vis du processus du groupe. Dans la discussion du groupe ce second moment de danger se laissa bien observer. Ainsi fut-il demandé que les contributions, non pas se rattachassent l'une à l'autre, un réel échange n'étant alors plus possible, mais qu'au contraire au lieu de cela, chacune s'isolât, sans se référer aux autres, tout en produisant des constats factuels, ce qui amènerait aussi à ce que des participants ne pussent émotionnellement se relier à la discussion.<sup>2</sup>

Pour cela qui en fait le compte-rendu, un autre problème méthodologique surgit. Ce caractère séquentiel, qui fut foncièrement conservé lors d'un entretien individuel, ne peut pas toujours être restauré dans une discussion de groupe. Des déclarations de personnes qui, pendant un certain temps réfléchissent sur la déclaration d'un autre participant et parviennent seulement après à une position conclusive — après même que d'autres aient pris la parole — ne sont plus toujours à situer dans le cadre du constat factuel originellement expliqué. Une solution satisfaisante à ce problème n'a toujours pas pu être élaborée jusqu'à présent dans les sciences sociales.

Le rapport fut donc établi, en écoutant d'abord, puis en reprenant les annotations qui ont été prises sur les contenus des thèmes traités. On a renoncé à retranscrire textuellement les contributions, de même à signaler l'identification des participants. Pour éviter le danger d'utiliser sa propre conception de décider quels questionnements sont importants et quels autres ne les sont pas, pour ainsi dire comme un critère de sélection, on a choisi autant que faire se peut une manière inductive de procéder, et donc en annotant les thématiques abordés tout d'abord le plus largement possible, sans que s'ensuivît un pré-codage. Au cours de la seconde écoute, on tenta d'identifier les rapports entre les contributions individuelles et de reconstituer ainsi partiellement les séquences du débat. Les résultats sont présentés dans le texte suivant. Des aspects, qui se situaient transversalement par rapports aux points de discussion, purent ainsi apparaître importants ou bien nécessiter un débat particulier et furent, pour ainsi dire signalés par l'apostrophe «' ».

Pour prévenir tout malentendu : ce colloque n'élève naturellement pas la prétention, d'avoir épuisé complètement les questions ouvertes de la *Dreigliedrung* sociale. Qu'une foule de questions ouvertes n'eussent pas été abordées, tous les participants devraient en avoir conscience.

### En parenthèse

Dans le passé, les diverses écoles de la *Dreigliederung* ont arbitré les confrontations de temps à autres par de 'rudes bandages', ce qui mena en outre à ce que maintes discussions apparussent finalement improductives, sans en plus être exemptes d'offenses personnelles. L'atelier discussion eut lieu sur cet arrière-plan. Ainsi prévint-on partiellement les participants que des débatteurs en possession d'arsenaux conceptuels divers opérassent, ce qui justement ne s'avérait justement pas productif. En tant que phénomène nouveau, il vaut pourtant de constater que cette histoire à chaque fois personnelle ne mena cependant pas à l'opiniâtreté d'en rester à chaque fois au point de vue personnel, on tenta au contraire de reprendre sans cesse, à chaque fois, les fils du discours. Il se peut, et à cela renvoient des participants isolés, que dans le cadre du résumé, ceci n'ait pas été atteint avec une qualité suffisante, il reste nonobstant à constater que l'atelier conversation fut marqué d'une disponibilité foncière à débattre.

Dans le contexte des conférences tenues le vendredi soir, émergeait déjà la question de l'essence de l'organisme social. Cette question ne fut certes pas traitée dans le cadre de l'atelier débat, pourtant dans nombre de contributions, elle ressurgit sans cesse. Les positions envers cette question, ne sont pas facile à redonner, puisque le concept d'organisme fut souvent utilisé de manière métaphorique et pour cette raison, il en est donc resté vague. Elles s'étendent en effet de la conception que la notion d'organisme social se limiterait à la transposition des fonctions organiques, selon leur

---

<sup>2</sup> À soumettre à ce point de critique sont aussi les désirs de choisir d'autres méthodes d'échanges et formes dialogiques. À désigner serait une manière plus méditative de procéder ou bien le recours à l'outil [*tool*] de « l'espace ouvert [*open space*], attention ce terme anglo-saxon d'un usage abusif, n'est même pas traduit par le dictionnaire *Super Senior Robert et Collins* ! C'est dire s'il faut terriblement se méfier de son sens, *ndt* »

dynamisme fonctionnel (anabolisme, catabolisme, communication) — en comparaison à l'organisme biologique — sur les états de faits sociaux, jusqu'à la conception qu'il s'agit avec l'organisme social d'un organisme autonome agissant pour ainsi dire de manière typologique. S'y rajoute la distinction conceptuelle du comportement d'organe vis-à-vis de l'organisme. Des questions se soulèvent de cette distinction notionnelle : chaque organe (et donc chaque institution), doit-il être conçu comme triplement articulé et ensuite, en l'y contraignant fonctionnellement ? Est-ce que chaque domaine/composante de l'organisme social fonctionnel (et donc vie de l'esprit, vie juridique et vie économique) est organisé(e) selon la *Dreigliederung* ou bien est-ce la fonction de communication y est maintenue dans la polarité de leurs composantes ?

Un autre thème, qui est souvent abordé dans les débats, c'est la question de la signification de la **structure sociale** et de l'**agir social** qui — là-dessus, il surgit un large consensus — doivent être réciproquement mis en relation. Divers accents furent posés dans la discussion : d'un côté, il existait chez une série de participants, l'effort de concevoir des institutions sensées (avec l'insistance de l'aspect structurel), de l'autre, le puissant désir existait de surmonter les crises par un agir (correct) vers le bien.

Cela se comporte d'une manière analogue avec les diverses façons de s'approcher de la *Dreigliederung* sociale. Des motifs peuvent en être d'une part, de mieux comprendre les processus sociaux au moyen de la *Dreigliederung*. Ainsi quelques acteurs firent ressortir tout d'abord l'importance de l'aspect cognitif, en travaillant pas exemple sur la manière dont des crises sociales peuvent être expliquées et comprises. D'autre part, le fort désir fut articulé en direction d'un changement social, qui considère la *Dreigliederung* en tant que méthode pouvant servir à une reconfiguration substantielle des processus sociaux.

#### **Les problématiques traités dans le détail**

Le processus de discussion n'adopta d'abord qu'un cours languissant. Une séquence du débat, qui fut sans cesse entamée, fut la **crise moderne**. Il existait foncièrement diverses conceptions, dans les sous-systèmes sociaux, parmi lesquelles le caractère inhérent à la crise revenait au plus fort. Ainsi la conception fut défendue que les circonstances actuelles, dans la vie de l'esprit, seraient à considérer comme étant particulièrement en crise, alors les « sous-systèmes » juridique et économique de la société eussent pris foncièrement une évolution plus réjouissante. Cette conception fut dans cette mesure contredite en commentant brièvement des développements présentant des symptômes de crise dans le domaine économique (crise du marché financier) ou bien dans le domaine international du droit et de la politique (Ukraine).

La discussion se déroula selon les rondes d'entretiens plus concentrés qui suivent, de sorte qu'on pourra en exposer quelques séquences de débat.

**Libération de la vie de l'esprit.** Par un grand nombre de participants fut thématifiée le fait que les espaces de liberté pour des institutions de la vie de l'esprit se virent ces dix dernière années systématiquement restreints. Cela se produisit et se produit, par exemple, dans les universités, au moyen de l'introduction de « monnaies » artificielles (points de crédit, en fait, [amené par le **programme de Bologne** dans l'éducation européenne une évolution du système Erasmus, **permettant une meilleure reconnaissance des acquis européens de formation**, dont je fus, pour ma part, aussi un responsable. *ndt*]) dans les parcours de maîtrises et de *masters* de l'organisation des études qui mènent à ce que des performances d'études peuvent être « prisés ou évaluées » et le processus d'étude se transforme ainsi de manière rampante dans un processus d'achat — et échangé selon un budget de temps déterminé contre une quantité donnée de crédits. S'y ajoute de plus que des utopies largement discutées dans la société, comme des marchés de formation et d'entreprises d'éducation, provoquent une refonte des comportements habituels : des étudiants deviennent des clients, des enseignants des prestataires de services, et des universités des entreprises... Il est à constater que s'ensuit une « commodification [*Kommodifizierung*]» rampante de la formation et des institutions de la vie de

l'esprit, qui ne suit plus que de très loin la logique de l'offre (et donc du don), mais bien au contraire la logique de l'échange.

Il fut aussi débattu, dans ce contexte, la raison pour laquelle on ne veut pas réussir à persuader aux êtres humains que l'on peut avoir recours à l'**argent de don**, pour libérer des institutions de la vie spirituelle de la tutelle de l'État. Dans ce contexte, il fut frappant de constater qu'avec la donation individuelle est fréquemment reliée une visée d'objectif, de sorte qu'il ne s'ensuit aucune libération, à proprement parler mais au contraire, bien plus un ancrage à une impulsion sociale, que celui qui faut le don juge quant à lui désirable. Aussi longtemps que des donations individuelles se voient très concentrées par un petit nombre d'actes de mise à libre disposition par des mécènes, il est à constater que pour le moins, il existe un danger latent que soit associé avec ce don un objectif visé. En bref : il ne s'ensuit là carrément aucune libération, mais au contraire plus encore, un legs. Ce qui serait souhaitable, pour cette raison, ce serait de qualifier une large répartition et une moindre concentration des donations individuelles. Des constructions auxiliaires, par exemple des « attestations de bonne formation », agiraient certainement à l'encontre des legs, mais mèneraient toutefois aussi à des « commodifications », puisque dès lors la bonne attestation serait échangée contre une formation.

Dans ce contexte, le **problème de la donation dans l'économie politique** serait entamé. Quoique l'évolution de la productivité économique continue d'accroître heureusement le gain de productivité et que donc la société, dans son ensemble, se retrouve de plus en plus « gagnante », à savoir normalement dans l'aisance, le problème persiste que la progression de productivité, à peine engendrée, se voit appropriée par des groupes d'intérêt (travail et capital) et par conséquent ne peut pas être utilisée par la vie de l'esprit. Ainsi ne subsiste-t-il, dans l'intervalle, que l'instrument du don forcé (les impôts donc).

**Une neutralisation de capital.** Se rattachant à la problématique d'appropriation du gain de productivité furent discutées les formes sociales existantes pour parer à cette appropriation, à l'appui du cas d'exemple de la naissance du bénéfice. Dès que du bénéfice prend naissance, en effet, la question est soulevée de savoir à qui appartient celui-ci. Étant donné qu'il n'existe aucune forme juridique idéale pour empêcher la privatisation (totale) des bénéfices, on a recherché tout d'abord des solutions pragmatiques (association d'utilité public, fondation) qui, pour le moins, peuvent contribuer tendanciellement à la solution du problème.

Au sujet de l'exemple **fondation**, en furent commentées les **possibilités** et les **limites**. Des fondations d'entreprises (fondation-*Bosch*, fondation-*Mahle*, etc.) ont été décidées avec comme objectif l'encouragement d'institutions de la vie de l'esprit. En vérité, elles s'orientent fortement sur un objectif d'entrepreneuriat (donc sur l'activité économique), parce que l'entreprise, en effet, doit être largement couronnée de succès pour pouvoir principalement alimenter des fondations. Il en résulte un conflit : la forme juridique même de la fondation, restreint, d'une part, les possibilités de financement interne de l'entreprise (par exemple, l'élévation du capital), puisque l'entreprise, au moyen de la fondation, a atteint un peu plus une certaine neutralisation de propriété. Sur la base de cette possibilité limitée de financement interne, la fondation elle, de son côté, fait à présent grand cas à ce que le financement d'entreprise puisse se produire par la *marge brute d'autofinancement* [*cash flow*, en anglais dans le texte, refusé par moi ici, *ndt*], ce qui conduit, d'un autre côté, à ce que les financements de fondation ne peuvent parvenir aux institutions de la vie de l'esprit que dans une ampleur essentiellement restreinte, par rapport à ce qui serait fondamentalement possible, en tenant compte de la progression observée tout au long de l'augmentation du gain de productivité.<sup>3</sup>

Une seconde discussion, rattachée à la question de la neutralisation du capital, s'est déroulée par intervalles parallèlement, avec la thématique **travail et revenu**. Cette discussion fut reliée à des

---

<sup>3</sup> Une autre possibilité de neutralisation du capital, qui a été brièvement débattue, c'est celle de la société par actions, qui est organisée sur la base d'actions nominatives par obligation.

indications sur le développement d'une économie de bien public. En retour sur la fondation d'un cas exemplaire — dans lequel on a rapporté l'échec d'une tentative de **répartition égale du revenu** sous la condition d'une **responsabilité communément partagée** dans la mise en place d'un processus de travail — la possibilité fut discutée de savoir principalement si de telles amorces seraient sensées ou bien devraient être abandonnées. Le fait concret qu'une partie de ceux qui ont pris part à cette amorce — ils en ont certes volontiers accepté le revenu, mais n'ont pas accepté la responsabilité correspondante dans le travail — pourrait donc être compris de sorte qu'une fixation en droit égal et transparente d'un revenu pourrait s'avérer comme une tentative utopique et hardie. Dans la discussion deux conceptions se sont cristallisées. D'une part, l'échec fut attribué à l'état d'insuffisance d'un comportement humain (et avec cela à une évolution sociale insuffisante). De l'autre, que l'échec serait plutôt à ramener à une configuration sociale erronée. On discuta sous quelles conditions préalables l'échec de l'expérimentation eût pu être empêché.

Des questions, au sujet d'une **transposition de la Dreigliederung sociale**, se retrouvèrent au centre de l'avant-dernière partie du débat. On constata d'abord que l'organisme social apparaît, par principe, configuré comme *dreigliederig* ; pourtant des questions d'organisation demeurent ouvertes. Dans la discussion, le regard fut conduit sur la **création d'argent vieillissant** et on constata qu'une configuration, conforme à la cause ici, n'est tout d'abord pas à attendre. Il est vrai que se profile — en particulier sur la base du soutien apporté par quelques « économistes de l'eau salée » [voir : <http://www.nachdenkseiten.de/?p=13570>, *ndt*], par exemple Paul Krugman — d'amener une tendance par les billets des banques à la baisse, une sorte d'inflation constante. Cet effort peut être constaté pour le Japon (Shinzo Abe et l'*abenomics*) et de manière restreinte pour l'Europe. Avec cela la création d'un argent vieillissant, au sens plus strict du terme, peut amener une inflation constante (Krugman parle à ce sujet d'un taux d'inflation de 4%) qu'un vieillissement forfaitairement garanti de l'argent garanti (dans une sorte d'argent particulier, pour préciser l'argent de prêt).

Comme second aspect d'organisation, le complexe de démocratie directe fut discuté et diverses initiatives de **démocratie directe** furent élaborées en tant que points de rattachement. À l'appui de ces initiatives fut discutée la question d'une participations des partisans de la *Dreigliederung* à des **mouvements ponctuels** [*Einpunktbewegungen*] — donc à des initiatives, qui poursuivent avant tout un seul objectif. L'accord exista sur le fait que des mouvements ponctuels ne peuvent pas être usurpés ou pour ainsi dire transformés doctrinairement en *Dreigliederung*. Il en résulta la question de savoir si l'engagement, qu'apportent des partisans de la *Dreigliederung* ne fausserait pas le mouvement de la *Dreigliederung* dans son ensemble et avec cela mettrait durablement en danger l'impulsion de la *Dreigliederung* qui risque de se perdre. Au-delà de cela, il est à constater qu'il n'existe pas non plus de mouvement homogène de la *Dreigliederung*, au contraire celui-ci se fragmente (en écoles) et en outre renvoie, pour le moins quantitativement, à un petit nombre d'acteurs. Les points de contact des écoles isolées sont institutionnalisés dans une ampleur restreinte (réseau de la *Dreigliederung*, revue « *Sozialimpulse* »). Cette forme de mise en réseau vaut d'être préservée — de l'accord général. On devrait développer une culture de l'interrogation qui inclut de considérer comme souhaitable des compléments et des corrections des conceptions personnelles.

**Sozialimpulse** 4/2014.

(Traduction Dr. Daniel Kmiecik)

**Professeur André Bleicher**

(né en 1963, enseigne dans le gestion d'entreprise avec comme point principal la direction d'entreprise à l'Université de Biberach)